

# Sri Lanka: situation actuelle

## Mise à jour

Adrian Schuster

Weyermannsstrasse 10  
Postfach 8154  
CH-3001 Bern

T++41 31 370 75 75  
F++41 31 370 75 00

info@fluechtlingshilfe.ch  
www.fluechtlingshilfe.ch

Spendenkonto  
PC 30-1085-7

Berne, le 15 novembre 2012



## Impressum

**EDITRICE**

 Organisation suisse d'aide aux réfugiés OSAR  
case postale 8154, 3001 Berne  
Tél. 031 370 75 75  
Fax 031 370 75 00  
Courriel: [info@fluechtlingshilfe.ch](mailto:info@fluechtlingshilfe.ch)  
Internet: [www.fluechtlingshilfe.ch](http://www.fluechtlingshilfe.ch)

Compte pour les dons: PC 30-1085-7

**AUTEUR**

Adrian Schuster

**LANGUES**

allemand, français

**COPYRIGHT**

© 2012  Organisation suisse d'aide aux réfugiés OSAR, Berne  
copie et impression autorisées avec mention de la source.

## Sommaire

<b>1</b>	<b>Introduction .....</b>	<b>1</b>
<b>2</b>	<b>Evolution de la situation politique depuis la fin 2010 .....</b>	<b>2</b>
2.1	Analyse du conflit et des crimes de guerre commis .....	2
2.2	Elections au conseil régional et au conseil de province en 2011 et 2012 .....	2
2.3	Militarisation croissante.....	3
2.4	Pouvoir judiciaire indépendant sous pression .....	3
2.5	Corruption.....	5
<b>3</b>	<b>Conditions de sécurité.....</b>	<b>5</b>
3.1	Appareil de sécurité .....	5
3.2	Groupes tamouls à caractère paramilitaire .....	7
<b>4</b>	<b>Droits de l'homme.....</b>	<b>8</b>
4.1	Assassinats arbitraires par les forces de sécurité et les groupes proches du gouvernement .....	8
4.2	Enlèvements et «disparitions» .....	9
4.3	Arrestations arbitraires et torture .....	10
4.4	Profil des groupes en danger.....	11
4.4.1	Les Tamoul-e-s du Nord et de l'Est .....	11
4.4.2	Les journalistes .....	13
4.4.3	Les opposants et les défenseurs des droits de l'homme .....	14
4.4.4	Les femmes et les enfants .....	15
<b>5</b>	<b>Personnes déplacées.....</b>	<b>16</b>
<b>6</b>	<b>Situation socioéconomique au Nord .....</b>	<b>17</b>
<b>7</b>	<b>Retour de l'étranger .....</b>	<b>20</b>
7.1	Contrôle à l'aéroport .....	20
7.2	Sécurité des personnes de retour .....	20

# 1 Introduction

En 2012, le gouvernement du Sri Lanka a tenté avec insistance d'éveiller l'impression d'un retour à la norme après des décennies de guerre civile. Pour ce faire, il a notamment annoncé la fermeture du plus grand camp de personnes déplacées et leur réimplantation. A un rythme fulgurant, de vastes surfaces ont été déclarées déminées. Parmi les gens retenus dans des camps de réhabilitation, un très grand nombre ont été libérés. Au Nord, la reconstruction avance rapidement. Les travaux se concentrent surtout sur l'infrastructure. La route A9 qui traverse la région de Vanni jusqu'à Jaffna est terminée ; d'autres routes sont en cours de réparation ou de construction.

Mais le conflit et ses causes n'ont pas été analysés en profondeur. Les autorités nient toute implication de l'armée dans les crimes de guerre. Une commission de réconciliation constituée par le président Mahinda Rajapaksa a certes adopté un rapport global contenant des recommandations. Mais ces recommandations ne sont appliquées que dans la mesure où elles ne remettent pas en question les rapports de pouvoir actuels, ni le point de vue du gouvernement.

Le président s'est assuré que sa famille occupe des postes clés au gouvernement.<sup>1</sup> Par contre, les droits de la population sont de plus en plus restreints, en particulier au Nord du pays. Les Tamoul-e-s, les opposants, les journalistes et les défenseurs des droits de l'homme sont surveillés et menacés par le gouvernement. La justice n'est pas indépendante et les criminels restent impunis. Les forces de sécurité gouvernementales et les groupements paramilitaires proches du gouvernement enlèvent, arrêtent et torturent les ennemis présumés de l'Etat.

Cette mise à jour se rattache à celle de 2010 et au dossier thématique de 2011. A côté des sources publiquement accessibles, elle repose sur les recherches menées sur place par l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés pendant le voyage d'analyse de l'automne 2012.<sup>2</sup>

---

<sup>1</sup> Gotabaya Rajapaksa, le frère du président, est Ministre de la Défense, l'autre frère Basil Rajapaksa est Ministre du développement économique et président de l'unité opérationnelle présidentielle de la province Nord. D'autres membres de la famille occupent des postes importants. Freedom House, Countries at Crossroads, Sri Lanka 2012, le 20 septembre 2012: [www.freedomhouse.org/report/countries-crossroads/2012/sri-lanka](http://www.freedomhouse.org/report/countries-crossroads/2012/sri-lanka).

<sup>2</sup> Plusieurs personnes de contact au Sri Lanka et à l'étranger ont été consultées pour les recherches. C'étaient des représentant-e-s tamoul-e-s ou cingalais-e-s de la société civile tels que des défenseur-e-s des droits humains, des militant-e-s féministes, des avocat-e-s, des journalistes et des opposant-e-s, mais aussi des représentant-e-s d'organisations internationales, plusieurs agences onusiennes, des organisations internationales non gouvernementales, des œuvres d'entraide et des collaborateurs de représentations diplomatiques. Des discussions ont également été menées avec des personnes de retour.

## 2 Evolution de la situation politique depuis la fin 2010

### 2.1 Analyse du conflit et des crimes de guerre commis

A ce jour, les crimes de guerre commis par des représentants de l'armée gouvernementale pendant le conflit n'ont pas fait l'objet d'une vraie analyse. Les responsables n'ont pas encore été traînés en justice. Le gouvernement sri lankais a nommé sa propre commission, la **Lessons Learnt and Reconciliation Commission** (LLRC), qui, dans son rapport de 400 pages, dépeint le rôle de l'armée gouvernementale sous un jour favorable. De nombreuses voix critiques ont accusé la LLRC de partialité et lui ont reproché de ne pas avoir sérieusement enquêté sur les crimes de guerre.<sup>3</sup> La LLRC a élaboré 285 recommandations.<sup>4</sup> Le rapport en anglais a certes été traduit dans les langues locales, mais n'a pas été rendu public.<sup>5</sup> Durant l'été 2012, le gouvernement a esquissé la mise en application possible d'un choix très sélectif de recommandations de la LLRC dans un **plan d'action national** très critiqué.<sup>6</sup> En juillet 2012, le président Mahinda Rajapaksa a déclaré que 50 % des recommandations de la LLRC étaient déjà mises en application. Cette affirmation fait douter de la volonté d'une sérieuse réparation.<sup>7</sup>

### 2.2 Elections au conseil régional et au conseil de province 2011 et 2012

Une partie des observateurs indépendants signalent des irrégularités massives, des intimidations, des attaques et des débordements de violence pendant les élections de 2011 et 2012.<sup>8</sup> Une division claire entre le Sud et le Nord est apparue au cours des élections régionales de 2011. L'*Alliance de la liberté du peuple uni* (UPFA) qui rassemble les partis gouvernementaux l'a clairement emporté au Sud avec le Parti de la liberté (*Sri Lankan Freedom Party* SLFP). Le Nord en revanche est dominé par l'*Alliance nationale tamoule* (TNA).<sup>9</sup> L'UPFA a clairement gagné les élections au conseil de province de 2012. C'est seulement dans la Province Est que le résultat a

<sup>3</sup> Voir aussi à ce sujet mise à jour de l'OSAR, Sri Lanka, Situation actuelle, le 1<sup>er</sup> décembre 2010, p. 8; Report of the Secretary-General's Panel of Experts on Accountability in Sri Lanka, le 31 mars 2011, p. v.

<sup>4</sup> Dont une amélioration de la conduite du gouvernement, des enquêtes relatives aux disparitions et la réduction de la présence militaire au Nord.

<sup>5</sup> Entretiens de l'OSAR avec un contact sur place, août 2012.

<sup>6</sup> Government of Sri Lanka (GoSL), National Action Plan to implement the recommendations of the LLRC, le 26 juillet 2012:

[www.priu.gov.lk/news\\_update/Current\\_Affairs/ca201207/20120726national\\_plan\\_action.htm](http://www.priu.gov.lk/news_update/Current_Affairs/ca201207/20120726national_plan_action.htm); Center for Policy Alternatives, Commentary on The National Plan of Action to Implement the Recommendations of the Lessons Learnt and Reconciliation Commission, août 2012.

<sup>7</sup> The Island, Over 50% of LLRC recommendations implemented, le 30 juillet 2012:

[www.island.lk/index.php?page\\_cat=article-details&page=article-details&code\\_title=58066](http://www.island.lk/index.php?page_cat=article-details&page=article-details&code_title=58066).

<sup>8</sup> US Department of State (USDOS), Country Report on Human Rights Practices for 2011, Sri Lanka, le 24 mai 2012: [www.state.gov/j/drl/rls/hrrpt/humanrightsreport/index.htm?dlid=186475](http://www.state.gov/j/drl/rls/hrrpt/humanrightsreport/index.htm?dlid=186475); UK Foreign and Commonwealth Office (UKFCO), Human Rights and Democracy, The 2011 Foreign & Commonwealth Office Report, Quarterly Updates, Sri Lanka, le 30 septembre 2012:

[www.fc0hrdreport.readandcomment.com/human-rights-in-countries-of-concern/sri-lanka/quarterly-updates-sri-lanka/?showall=1](http://www.fc0hrdreport.readandcomment.com/human-rights-in-countries-of-concern/sri-lanka/quarterly-updates-sri-lanka/?showall=1).

<sup>9</sup> Neue Zürcher Zeitung (NZZ), Helfer der Tamil Tigers gewinnen Wahlen, le 26 juillet 2011: [www.nzz.ch/aktuell/international/helfer-der-tamil-tigers-gewinnen-wahlen-1.11628376](http://www.nzz.ch/aktuell/international/helfer-der-tamil-tigers-gewinnen-wahlen-1.11628376).

été plus équilibré.<sup>10</sup> Dans la Province Nord où l'on trouve les villes de Jaffna, Vavuniya, Mannar, ainsi que dans la région de Vanni, aucune élection au conseil de province n'a encore eu lieu depuis la fin de la guerre civile.

**Réduction du nombre de sièges au Parlement au Nord.** En août 2011, le commissaire en charge des élections a décidé de réduire de dix à six le nombre de sièges au Parlement du district de Jaffna, car le nombre d'électeurs enregistrés avait reculé de près de 800'000 à 480'000.<sup>11</sup> Cette décision vue comme un signe de la marginalisation politique croissante de la population tamoule a été vivement critiquée par les politiciens tamouls et la société civile.<sup>12</sup>

## 2.3 Militarisation croissante

En 2012, un nouveau budget record du Ministère de la Défense a été voté sans véritable contrôle parlementaire.<sup>13</sup> Jamais encore un ministère n'avait disposé d'un budget pareil au Sri Lanka. Même pendant la guerre civile, il n'a jamais été plus élevé. L'armée s'occupe aussi de plus en plus de l'**économie privée**. Elle siège dans les conseils d'administration, vend des produits agricoles, tient des restaurants, des hôtels, des stades de sport, ainsi que sa propre compagnie aérienne et propose des croisières pour touristes.<sup>14</sup> **L'administration, le développement et les activités humanitaires au Nord** sont fortement militarisées. Les gouverneurs des provinces Nord et Est sont d'anciens militaires.<sup>15</sup> Au Nord, l'armée et l'unité opérationnelle du président (PTF) exercent un contrôle sur le choix des projets de développement et des activités humanitaires réalisés.<sup>16</sup> L'obligation pour les étudiants de suivre un entraînement militaire, le fait que la sécurité des universités a été confiée à des entreprises de sécurité privée du Ministère de la Défense et que des directeurs d'école ont été nommés officiers sont autant de signes que l'armée tente d'accroître son influence dans le **système éducatif**.<sup>17</sup>

## 2.4 Pouvoir judiciaire indépendant sous pression

Le 18<sup>e</sup> amendement à la Constitution de septembre 2010 a renforcé **l'influence de l'exécutif sur le pouvoir judiciaire** et le président peut désormais nommer direc-

<sup>10</sup> Department of Elections, Sri Lanka, Provincial Council Elections 2012: [www.slelections.gov.lk/2012PPC/1ppc.html](http://www.slelections.gov.lk/2012PPC/1ppc.html).

<sup>11</sup> BBC News, Reduction of Jaffna MPs erodes Tamil sovereignty, le 10 août 2011: [www.bbc.co.uk/sinhala/news/story/2011/08/110810\\_tna\\_jaffna.shtml](http://www.bbc.co.uk/sinhala/news/story/2011/08/110810_tna_jaffna.shtml)

<sup>12</sup> International Crisis Group (ICG), Sri Lanka's North I, The Denial of Minority Rights, le 6 mars 2012, p. 7.

<sup>13</sup> Network for Rights, Lanka raises defence spending, le 10 octobre 2012: [www.nfrsrilanka.org/?p=1842](http://www.nfrsrilanka.org/?p=1842); The Nation, Budget 2013 challenges, le 14 octobre 2012: [www.nation.lk/edition/opinion/item/11382-budget-2013-challenges.html](http://www.nation.lk/edition/opinion/item/11382-budget-2013-challenges.html).

<sup>14</sup> The Economist, Sri Lanka's Army, In bigger barracks, A victorious army keeps busy despite the lack of an enemy, le 2 juin 2011: [www.economist.com/node/18775481](http://www.economist.com/node/18775481).

<sup>15</sup> Eastern Provincial Council, Website: [www.ep.gov.lk/govindex.asp](http://www.ep.gov.lk/govindex.asp); Northern Provincial Council, Website: [www.np.gov.lk/index.php?option=com\\_content&view=article&id=66&Itemid=52](http://www.np.gov.lk/index.php?option=com_content&view=article&id=66&Itemid=52).

<sup>16</sup> Entretien de l'OSAR avec des personnes de contact sur place, août et septembre 2012; ICG, Sri Lanka's North II, Rebuilding under the Military, le 16 mars 2012, p.15.

<sup>17</sup> The Economist, Sri Lanka's Army, le 2 juin 2011; BBC News, Sri Lanka government shuts down universities, le 22 août 2012: [www.bbc.co.uk/news/world-asia-19325358](http://www.bbc.co.uk/news/world-asia-19325358); Sri Lanka Guardian, New wave of brainwashing, le 9 octobre 2012: [www.srilankaguardian.org/2012/10/sri-lanka-new-wave-of-brainwashing.html](http://www.srilankaguardian.org/2012/10/sri-lanka-new-wave-of-brainwashing.html).

tement les juges de la Cour suprême, des tribunaux de grande instance et des tribunaux d'appel, ainsi que le procureur général.<sup>18</sup> Le système judiciaire est de plus en plus utilisé pour punir les politiciens de l'opposition.<sup>19</sup> Cette tendance s'est notamment manifestée dans le procès contre l'ancien général Sarath Fonseka qui a entre-temps été relâché.<sup>20</sup>

**Menaces et attaques contre le pouvoir judiciaire.** La justice sri lankaise est exposée à une forte pression politique. La Cour Suprême a, selon ses propres dires, régulièrement subi des menaces et des pressions de la part du gouvernement.<sup>21</sup> En octobre 2012, le secrétaire de la *Judicial Service Commission* a été attaqué par des inconnus armés de couteaux, après avoir vivement critiqué dans un communiqué de presse l'ingérence de l'exécutif dans le pouvoir judiciaire.<sup>22</sup> En novembre 2012, le Parlement a intenté une procédure de destitution contre la présidente de la Cour suprême (*Chief Justice*) suite à des critiques.<sup>23</sup>

**Retard dans le traitement des cas.** Les juges ont de la peine à fonder leurs décisions sur les arrêts de la Cour Suprême auxquels ils n'ont, selon *Freedom House*, qu'un accès limité.<sup>24</sup> A cela s'ajoute un retard considérable dans le traitement des cas (parfois plus de dix ans), de sorte que beaucoup de personnes croupissent en prison sans qu'il y ait eu de procès.<sup>25</sup> Le Ministère de la Justice admet environ 650'000 cas en souffrance.<sup>26</sup>

**Impunité des criminels.** Plusieurs cas semblent prouver que le fait d'être proche du parti gouvernemental et du président met à l'abri des poursuites pénales. Les politiciens mis sous pression rejoignent les rangs du parti gouvernemental pour éviter des poursuites.<sup>27</sup> En décembre 2011, un politicien local du parti gouvernemental a été impliqué, selon des témoins oculaires, dans le meurtre d'un Anglais et le viol d'une Russe au Sud du pays, mais n'a pas été poursuivi.<sup>28</sup> Un mandat d'arrêt a été délivré contre un journaliste de la télévision publique proche du président pour une

<sup>18</sup> USDOS, Country Report on Human Rights Practices for 2011, le 24 mai 2012, p. 14.

<sup>19</sup> Freedom House, Countries at Crossroads, Sri Lanka 2012, le 20 septembre 2012, [www.freedomhouse.org/report/countries-crossroads/2012/sri-lanka](http://www.freedomhouse.org/report/countries-crossroads/2012/sri-lanka).

<sup>20</sup> NZZ, Fonseka in Sri Lanka freigelassen, le 22 mai 2012: [www.nzz.ch/aktuell/international/fonseka-in-sri-lanka-freigelassen-1.16991727](http://www.nzz.ch/aktuell/international/fonseka-in-sri-lanka-freigelassen-1.16991727).

<sup>21</sup> Asian Human Rights Commission (AHRC), Sri Lanka, President attempts to trample on the Judicial Commission and the independence of the judiciary Service, le 24 septembre 2012: [www.humanrights.asia/news/ahrc-news/AHRC-STM-188-2012](http://www.humanrights.asia/news/ahrc-news/AHRC-STM-188-2012).

<sup>22</sup> AHRC, Sri Lanka, Judicial independence in a coffin, le 8 octobre 2012: [www.humanrights.asia/news/ahrc-news/AHRC-STM-194-2012/](http://www.humanrights.asia/news/ahrc-news/AHRC-STM-194-2012/).

<sup>23</sup> BBC News, Shirani Bandaranayake: Charges set out as impeachment begins, le 6 novembre 2012: [www.bbc.co.uk/news/world-asia-20222196](http://www.bbc.co.uk/news/world-asia-20222196); AHRC, Sri Lanka, Impeachment of CJ – An unconstitutional Witch-hunt, le 4 novembre 2012: [www.humanrights.asia/news/ahrc-news/AHRC-ART-108-2012](http://www.humanrights.asia/news/ahrc-news/AHRC-ART-108-2012).

<sup>24</sup> Freedom House, Countries at Crossroads, le 20 septembre 2012.

<sup>25</sup> Dans un cas extrême, un homme a passé plus de 50 ans en prison sans procès. BBC News, Sri Lankan remanded for 50 years, le 13 janvier 2008: [www.news.bbc.co.uk/2/hi/south\\_asia/7186063.stm](http://www.news.bbc.co.uk/2/hi/south_asia/7186063.stm). Cf. (aussi) Freedom House, Countries at Crossroads, le 20 septembre 2012; USDOS, Country Report on Human Rights Practices for 2011, le 24 mai 2012, p. 14.

<sup>26</sup> Ministry of Justice, Current Measures to Combat Law Delays, Website: [www.justiceministry.gov.lk/](http://www.justiceministry.gov.lk/).

<sup>27</sup> Freedom House, Countries at Crossroads, le 20 septembre 2012.

<sup>28</sup> Entretiens de l'OSAR avec des personnes de contact d'organisations féministes locales, août 2012; AHRC, Sri Lanka, The murder of the British National and the rape of the Russian lady at Tangalle allegedly by a local politician close to the government, le 3 janvier 2012: [www.humanrights.asia/news/ahrc-news/AHRC-STM-001-2012](http://www.humanrights.asia/news/ahrc-news/AHRC-STM-001-2012).

affaire d'escroquerie, mais l'intéressé n'a jamais été arrêté.<sup>29</sup> Des enquêtes portant sur un cas de manipulation d'actions boursières ont été interrompues sur la pression du président.<sup>30</sup> **Les proches de l'appareil de sécurité** sont pratiquement toujours à **l'abri des poursuites**, notamment dans les affaires de torture et de violations des droits humains.<sup>31</sup>

## 2.5 Corruption

La corruption sévit dans l'administration sri lankaise et le gouvernement ne fait pas grand-chose pour la combattre.<sup>32</sup> **Payer** des fonctionnaires, des policiers et des juges pour obtenir un meilleur traitement de la part des autorités ou pour sortir de prison est une pratique courante.<sup>33</sup> Selon plusieurs observateurs, les **autorités à l'aéroport** se laissent aussi facilement acheter. Verser un pot-de-vin permet de quitter le pays malgré un mandat d'arrêt, de faux papiers ou d'autres irrégularités qui entraveraient normalement le départ.<sup>34</sup>

## 3 Conditions de sécurité

### 3.1 Appareil de sécurité

**Consolidation sous le Ministère de la Défense.** Toutes les forces de sécurité y compris la police sont subordonnées au Ministre de la Défense Gotabaya Rajapaksa et opèrent majoritairement sans contrôle civil.<sup>35</sup> Le président a utilisé à plusieurs reprises la *Public Security Ordinance* pour investir l'armée de fonctions policières.<sup>36</sup> Au cours des élections locales et provinciales, les forces de sécurité, en particulier la police, ont aussi reçu des ordres émanant directement de politiciens du gouvernement.<sup>37</sup>

**Forte présence militaire au Nord.** Selon des observateurs établis au Nord et à l'Est et malgré les affirmations contraires du gouvernement, l'armée et l'appareil de sécurité sont toujours très présents et **opèrent davantage en civil**, ce qui rend leur pré-

<sup>29</sup> Transparency International Sri Lanka, Court orders arrest of Radaliyagoda, le 19 juillet 2011: [www.tisrilanka.org/?p=8162](http://www.tisrilanka.org/?p=8162); Lanka News Web, Person on warrant at the President's house, le 28 septembre 2012: [www.lankanewsweb.com/english/index.php?option=com\\_content&view=article&id=2473:person-on-warrant-at-the-presidents-house&catid=1:general&Itemid=29](http://www.lankanewsweb.com/english/index.php?option=com_content&view=article&id=2473:person-on-warrant-at-the-presidents-house&catid=1:general&Itemid=29).

<sup>30</sup> Transparency International Sri Lanka, Position Paper, Manipulation in the Sri Lankan Stock Market, le 24 juillet 2012: [www.tisrilanka.org/pub/pp/pdf/Stock\\_Eng\\_Long.pdf](http://www.tisrilanka.org/pub/pp/pdf/Stock_Eng_Long.pdf); Sri Lankan Guardian, Is President directly linked to Market Manipulation? Le 27 août 2012: [www.srilankaguardian.org/2012/08/is-president-directly-linked-to-market.html](http://www.srilankaguardian.org/2012/08/is-president-directly-linked-to-market.html).

<sup>31</sup> USDOS, Country Report on Human Rights Practices for 2011, le 24 mai 2012, p. 12s.; AI, Locked Away, mars 2012.

<sup>32</sup> Freedom House, Countries at Crossroads, le 20 septembre 2012.

<sup>33</sup> Loc. cit.; USDOS, Country Report on Human Rights Practices for 2011, le 24 mai 2012.

<sup>34</sup> Entretiens de l'OSAR avec des personnes de contact sur place, août et septembre 2012.

<sup>35</sup> USDOS, Country Report on Human Rights Practices for 2011, le 24 mai 2012, p. 11; Freedom House, Countries at Crossroads, le 20 septembre 2012.

<sup>36</sup> USDOS, Country Report on Human Rights Practices for 2011, le 24 mai 2012, p. 11.

<sup>37</sup> Freedom House, Countries at Crossroads, le 20 septembre 2012.

sence moins visible.<sup>38</sup> Bien que plus de 1'200 Tamouls aient, de source officielle, été recrutés dans les rangs de la police depuis 2009, l'appareil de sécurité est toujours essentiellement entre les mains des Cingalais.<sup>39</sup> **Pour la population tamoule, il est difficile d'avoir recours aux services de la police:** souvent, les plaintes des représentant-e-s de l'ethnie tamoule ne sont même pas enregistrées, car les fonctionnaires de police ne parlent que le cingalais.<sup>40</sup>

**Le CID et le TID.** L'unité spéciale de la police, le Département d'investigation criminelle (CID), opère indépendamment des unités de police territoriales et peut arrêter des suspect-e-s sur l'ensemble du territoire sri lankais. Le Département d'enquête sur le terrorisme (TID) est une unité antiterrorisme. Il peut arrêter des gens dans le cadre de la Loi sur la prévention du terrorisme (PTA) et a ses propres établissements pénitentiaires.<sup>41</sup> Les deux unités spéciales **arrêtent et torturent** les suspects et les ennemis présumés de l'Etat.<sup>42</sup> Selon les constats de l'OSAR, le CID et le TID sont **extrêmement actifs au Nord** et surveillent les activités des militants potentiels de la cause tamoule, des opposants, des défenseurs des droits de l'homme et des journalistes. Mais les gens qui critiquent le gouvernement font aussi l'objet d'une surveillance à Colombo et leurs téléphones sont mis sur écoute.<sup>43</sup> D'anciens membres des Tigres de Libération de l'Eelam tamoul (LTTE) travaillent pour le CID.<sup>44</sup> Plusieurs activités du CID et du TID semblent destinées à intimider en particulier les opposants, les journalistes et les proches de disparus.<sup>45</sup> Dans des villages du Nord et de l'Est, le CID utilise des informateurs locaux, ce qui permet de surveiller sur l'ensemble du territoire les activités de ceux qui critiquent le gouvernement.<sup>46</sup>

**Les membres de l'ethnie tamoule qui se rendent** dans des régions cingalaises doivent se faire **enregistrer** à la police. Ce n'est pas le cas des citoyens cingalais qui se rendent dans des régions tamoules. A Batticaloa comme à Jaffna, cette mesure policière a commencé en 2011. Au Nord et à l'Est, elle consiste également à

<sup>38</sup> Entretiens de l'OSAR avec des employé-e-s de missions diplomatiques, des collaborateurs d'organisations internationales et des journalistes, août 2012. Selon un journal indien qui se réfère à un document interne de l'armée sri lankaise, près de 85'000 soldat-e-s sont stationné-e-s au Nord et à l'Est. The Hindu, Sri Lankan Army still has a vast presence in North & East, le 19 septembre 2012: [www.thehindu.com/news/article3915391.ece?homepage=true](http://www.thehindu.com/news/article3915391.ece?homepage=true).

<sup>39</sup> GoSL, Opportunity for rehabilitated ex-LTTE cadres to involve in politics – Defence Secy, le 10 juillet 2012: [www.priu.gov.lk/news\\_update/Current\\_Affairs/ca201207/20120710opportunity\\_rehabilitated\\_ex\\_ltte\\_cadres\\_involve\\_politics.htm](http://www.priu.gov.lk/news_update/Current_Affairs/ca201207/20120710opportunity_rehabilitated_ex_ltte_cadres_involve_politics.htm); USDOS, Country Report on Human Rights Practices for 2011, le 24 mai 2012, p. 11s.

<sup>40</sup> Entretiens de l'OSAR avec un contact sur place, septembre 2012.

<sup>41</sup> OSAR, Sri Lanka, dossier thématique, Situation à Colombo pour les Tamoul-e-s originaires du Nord ou de l'Est et pour les personnes de retour au Sri Lanka, le 22 septembre 2011, p. 9s.

<sup>42</sup> Freedom from Torture, Out of the Silence, New Evidence of Ongoing Torture in Sri Lanka 2009-2011, le 7 novembre 2011: [www.freedomfromtorture.org/sites/default/files/documents/Sri%20Lanka%20Ongoing%20Torture\\_Final%20from%20Torture\\_Final%20Nov\\_07\\_2011.pdf](http://www.freedomfromtorture.org/sites/default/files/documents/Sri%20Lanka%20Ongoing%20Torture_Final%20from%20Torture_Final%20Nov_07_2011.pdf); ACAT-France in collaboration with the Asian Legal Resource Center, When arbitrariness prevails, A study of the phenomenon of torture in Sri Lanka, juin 2012, p. 21: [www.acatfrance.fr/medias/files/pages\\_dynamiques/Rapport\\_Sri\\_Lanka\\_ACAT\\_Juin\\_2012\\_FR.pdf](http://www.acatfrance.fr/medias/files/pages_dynamiques/Rapport_Sri_Lanka_ACAT_Juin_2012_FR.pdf).

<sup>43</sup> Entretiens de l'OSAR avec des personnes de contact sur place, août et septembre 2012.

<sup>44</sup> Loc. cit.; ICG, Sri Lanka's North I, le 6 mars 2012, p. 9.

<sup>45</sup> The Weekend Leader, Mannar Bishop questioned by Sri Lankan CID on 'disappearances', le 10 mai 2012: [www.theweekendleader.com/ Causes/1117/bishop-in-danger.html](http://www.theweekendleader.com/ Causes/1117/bishop-in-danger.html); Sri Lanka Guardian, TID harassing war crime victims, le 1<sup>er</sup> novembre 2011: [www.srilankaguardian.org/2011/11/tid-harassing-war-crimes-victims.html](http://www.srilankaguardian.org/2011/11/tid-harassing-war-crimes-victims.html).

<sup>46</sup> Entretiens de l'OSAR avec des personnes de contact sur place, septembre 2012; USDOS, Country Report on Human Rights Practices for 2011, le 24 mai 2012, p. 24.

prendre les Tamoul-e-s en photo et à les **interroger sur leurs proches établis à l'étranger**.<sup>47</sup> A Colombo, il semble que les grandes razzias soient maintenant moins fréquentes. La situation au Sri Lanka s'est également un peu détendue en ce qui concerne les **postes de contrôle**: l'armée en tient un grand sur l'A9 et enregistre tous les gens qui circulent de Vavuniya à Jaffna. Il y a encore d'autres postes de contrôle sur de plus petites routes dans la région de Vanni.<sup>48</sup>

### 3.2 Groupes tamouls à caractère paramilitaire

L'EPDP (Parti démocratique populaire de l'Eelam) au Nord et les TMVP (Tigres de libération du peuple tamoul) à l'Est sont des partis politiques enregistrés dotés d'une aile armée.<sup>49</sup> Selon les indications de l'*International Crisis Group*, l'**EPDP** affaiblirait la TNA et empêcherait l'apparition d'une sérieuse résistance politique contre le gouvernement.<sup>50</sup> Il opère à **Jaffna, Vavuniya** et **Mannar**. A Colombo, son activité est limitée.<sup>51</sup>

A l'Est du pays, les **TMVP** sont divisés en deux groupes actifs dans les régions de **Batticaloa, Trincomalee** et **Ampara**.<sup>52</sup> Pendant les élections de 2012 au conseil de province, ils ont conclu, en tant que parti politique, une alliance avec le parti gouvernemental. Le groupe de Karuna est toujours armé et s'en prend de manière agressive aux gens qui résistent au parti gouvernemental (le SLFP).<sup>53</sup>

L'EPDP et les TMVP se rendent coupables de **meurtres, d'enlèvements et de racket**.<sup>54</sup> L'OSAR a connaissance de cas récents touchant des acteurs de la société civile tamoule qui avaient été enlevés, menacés et torturés par l'EPDP à Jaffna.<sup>55</sup> A côté des motifs politiques, les motifs purement criminels semblent aussi significatifs.<sup>56</sup> L'EPDP et les groupes issus des TMVP **rackettent** les personnes fortunées, toutes ethnies confondues. Les activités de l'EPDP et des TMVP sont souvent **couvertes ou soutenues par les forces de sécurité publiques** et font très **rarement**

<sup>47</sup> Freedom House, *Countries at Crossroads*, le 20 septembre 2012; entretiens de l'OSAR avec des personnes de contact sur place, septembre 2012.

<sup>48</sup> Entretiens de l'OSAR avec des personnes de contact sur place et observations personnelles, août 2012.

<sup>49</sup> OSAR, Sri Lanka, dossier thématique, le 22 septembre 2011, p. 18.

<sup>50</sup> ICG, *Sri Lanka's North I*, le 6 mars 2012, p. 12s..

<sup>51</sup> Immigration and Refugee Board of Canada (IRB), *The Eelam People's Democratic Party (EPDP), including whether they mistreat Tamil populations in the north or in Colombo; if so, whether they extort Tamils; relationship between the EPDP and the Sri Lankan army (October 2010-December 2011)* [LKA103961.E], le 8 février 2012: [www.irb-cisr.gc.ca:8080/RIR\\_RDI/RIR\\_RDI.aspx?id=453813&l=e](http://www.irb-cisr.gc.ca:8080/RIR_RDI/RIR_RDI.aspx?id=453813&l=e).

<sup>52</sup> Ils se distinguent en fonction de leurs chefs respectifs : Pillayan et Karuna. Voir OSAR, mise à jour, le 1<sup>er</sup> décembre 2010, p. 7.

<sup>53</sup> IRB, *The Tamil Makkal Viduthalai Pulikal (TMVP) and Karuna factions; their relationship with each other, reports concerning their treatment of Sinhalese and Tamil citizens, whether they are still active as paramilitary groups* [LKA103950.E], le 17 février 2012: [www.irb-cisr.gc.ca:8080/RIR\\_RDI/RIR\\_RDI.aspx?id=453812&l=e](http://www.irb-cisr.gc.ca:8080/RIR_RDI/RIR_RDI.aspx?id=453812&l=e).

<sup>54</sup> ICG, *Sri Lanka's North I*, le 6 mars 2012, p. 12; USDOS, *Country Report on Human Rights Practices for 2011*, le 24 mai 2012, p. 3; IRB, *The Eelam People's Democratic Party (EPDP)*, le 8 février 2012.

<sup>55</sup> Voir aussi 4.4.3.

<sup>56</sup> L'EPDP pratiquerait aussi l'extraction illégale de sable. Loc. cit..

**l'objet de poursuites pénales.**<sup>57</sup> A Jaffna, l'EPDP collabore avec le service secret et d'autres forces de sécurité.<sup>58</sup> Selon une personne de contact, la protection des activités de l'EPDP et des TMVP par les forces de sécurité publiques n'est pas garantie. Deux autres groupements actifs au Nord, la **PLOTE** (Organisation de l'Eelam tamoul) et la **TELO** (Organisation de libération de l'Eelam tamoul), semblent par contre affaiblis.<sup>59</sup>

## 4 Droits de l'homme

De l'avis de plusieurs observateurs, la situation au Sri Lanka est extrêmement précaire en ce qui concerne les droits de l'homme.<sup>60</sup> Le Plan d'action nationale du gouvernement sri lankais pour la protection et la promotion des droits humains, en vigueur depuis décembre 2011, n'y a rien changé. La Commission nationale des droits de l'homme n'est pas indépendante ; elle est composée de membres proches du gouvernement qui n'ont aucune expérience dans le domaine des droits de l'homme.<sup>61</sup>

### 4.1 Assassinats arbitraires commis par les forces de sécurité et par des groupes proches du gouvernement

Même après la fin de la guerre civile, les forces de sécurité et des groupes à caractère paramilitaire proches du gouvernement continuent à assassiner des gens. Comme ces crimes ont souvent lieu dans le Nord et l'Est à majorité tamoule, certains observateurs en déduisent qu'ils obéissent à des motifs politiques.<sup>62</sup> Il y a aussi des décès en garde à vue policière. La police prétend souvent que les victimes ont été tuées alors qu'elles tentaient de fuir.<sup>63</sup> Plusieurs rapports ont documenté des assassinats commis par les forces de sécurité publiques.<sup>64</sup> Par exemple l'assassinat de 27 détenus par l'unité opérationnelle spéciale lors d'interrogatoires menés le 9

<sup>57</sup> IRB, The Eelam People's Democratic Party (EPDP), le 8 février 2012; USDOS, Country Report on Human Rights Practices for 2011, le 24 mai 2012, p. 3; IRB, The Tamil Makkal Viduthalai Pulikal (TMVP), le 17 février 2012.

<sup>58</sup> ICG, Sri Lanka's North I, le 6 mars 2012, p. 12.

<sup>59</sup> Entretiens de l'OSAR avec une personne de contact d'une organisation internationale active sur place, août 2012.

<sup>60</sup> Entretiens de l'OSAR avec des personnes de contact présentes sur place, août et septembre 2012; USDOS, Country Report on Human Rights Practices for 2011, le 24 mai 2012; UKFCO, Quarterly Updates, Sri Lanka, le 30 septembre 2012.

<sup>61</sup> Entretiens de l'OSAR avec un contact sur place, août 2012; HRC, Compilation prepared by the Office of the High Commissioner for Human Rights in accordance with paragraph 5 of the annex to Human Rights Council resolution 16/21; Sri Lanka [A/HRC/WG.6/14/LKA/2], le 13 août 2012: [www.upr-info.org/IMG/pdf/a\\_hrc\\_wg.6\\_14\\_lka\\_2\\_e.pdf](http://www.upr-info.org/IMG/pdf/a_hrc_wg.6_14_lka_2_e.pdf).

<sup>62</sup> USDOS, Country Report on Human Rights Practices for 2011, le 24 mai 2012, p.1.

<sup>63</sup> Amnesty International (AI), Amnesty International Report 2012, The State of the World's Human Rights, 24 May 2012: [www.amnesty.org/en/region/sri-lanka/report-2012](http://www.amnesty.org/en/region/sri-lanka/report-2012).

<sup>64</sup> Voir UKFCO, Quarterly Updates, Sri Lanka, le 30 septembre 2012; USDOS, Country Report on Human Rights Practices for 2011, le 24 mai 2012, p. 2s.; AI, Amnesty International Report 2012, 24 May 2012.

novembre 2012 dans la prison de Welikade à Colombo.<sup>65</sup> Une semaine plus tôt, quatre détenus avaient été abattus par la police à Galle.<sup>66</sup>

D'après le dernier rapport sur les droits de l'homme de l'*US Department of State*, une série d'assassinats commis par des inconnus ont été mis en lien avec l'EPDP, les TMVP ou les forces de sécurité publiques. Il n'y a pas de données fiables à ce sujet, car, par crainte de sanctions, les proches préfèrent souvent ne pas signaler les décès, de telles dénonciations ayant par le passé entraîné aussi l'assassinat de certains plaignants.<sup>67</sup>

## 4.2 Enlèvements et «disparitions»

Pratiquement aucun autre pays ne présente autant de cas d'enlèvements non élucidés que le Sri Lanka: le dernier rapport annuel de l'*UN Working Group on Enforced and Involuntary Disappearances* mentionne 5'653 cas liés au conflit sans la phase finale entre 2008 et 2009.<sup>68</sup> Selon la base de données du Comité International de la Croix-Rouge il y avait 15'780 personnes disparues au Sri Lanka à fin de l'année 2011.<sup>69</sup> En 2012, on recense toujours énormément de «**disparitions**» et d'**enlèvements** commis par des inconnus au Sri Lanka.<sup>70</sup> Selon un résumé de plusieurs articles parus dans les médias, il y a eu **au moins une disparition tous les cinq jours** au Sri Lanka en 2012.<sup>71</sup> Beaucoup de personnes sont enlevées à **Colombo** ou dans la **province Nord**.<sup>72</sup> Plusieurs sources en attribuent en grande partie la responsabilité aux **forces de sécurité publiques**, à l'**EPDP** et aux **TMVP**.<sup>73</sup> A ce jour, les enquêtes sur plusieurs milliers de disparitions signalées ces dernières années piétinent toujours.<sup>74</sup> Au Nord, les enlèvements ne sont pas tous signalés aux autorités, car les proches soupçonnent une implication des forces de sécurité.<sup>75</sup>

<sup>65</sup> AHRC, Sri Lanka, The killing of 27 prisoners at the Welikade prison in Colombo, le 12 novembre 2012: [www.humanrights.asia/news/ahrc-news/AHRC-OLT-017-2012](http://www.humanrights.asia/news/ahrc-news/AHRC-OLT-017-2012).

<sup>66</sup> AHRC, Sri Lanka, Special Task Force kills 11 prisoners and injures many others, le 10 novembre 2012: [www.humanrights.asia/news/ahrc-news/AHRC-STM-224-2012](http://www.humanrights.asia/news/ahrc-news/AHRC-STM-224-2012).

<sup>67</sup> USDOS, Country Report on Human Rights Practices for 2011, le 24 mai 2012, p. 2.

<sup>68</sup> HRC, Report of the Working Group on Enforced or Involuntary Disappearances, [A/HRC/19/18/Rev.1], le 2 mars 2012: p. 111: [www.ohchr.org/Backup%20\(1\)%20of%20Documents/HRBodies/HRCouncil/RegularSession/Session19/A-HRC-19-58-Rev1\\_en.pdf](http://www.ohchr.org/Backup%20(1)%20of%20Documents/HRBodies/HRCouncil/RegularSession/Session19/A-HRC-19-58-Rev1_en.pdf).

<sup>69</sup> International Committee of the Red Cross, Annual Report 2011, 25 Juin 2012, p. 246: [www.icrc.org/eng/resources/documents/annual-report/icrc-annual-report-2011.htm](http://www.icrc.org/eng/resources/documents/annual-report/icrc-annual-report-2011.htm).

<sup>70</sup> UKFCO, Quarterly Updates, Sri Lanka, le 30 septembre 2012; USDOS, Country Report on Human Rights Practices for 2011, le 24 mai 2012, p. 4s.

<sup>71</sup> Groundviews, A disappearance every five days in post-war Sri Lanka, le 30 août 2012: [www.groundviews.org/2012/08/30/a-disappearance-every-five-days-in-post-war-sri-lanka/](http://www.groundviews.org/2012/08/30/a-disappearance-every-five-days-in-post-war-sri-lanka/).

<sup>72</sup> BBC News, Sri Lanka's sinister white van abductions, le 14 mars 2012: [www.bbc.co.uk/news/world-asia-17356575](http://www.bbc.co.uk/news/world-asia-17356575); Groundviews, Horrible rise of disappearances in post war Sri Lanka, le 5 avril 2012: [groundviews.org/2012/04/05/horrible-rise-of-disappearances-in-post-war-sri-lanka-continues-unabated/](http://groundviews.org/2012/04/05/horrible-rise-of-disappearances-in-post-war-sri-lanka-continues-unabated/).

<sup>73</sup> Entretiens de l'OSAR avec plusieurs employé-e-s de missions diplomatiques, défenseurs des droits de l'homme et collaborateurs d'organisations internationales, août et septembre 2012; BBC News, Sri Lanka's sinister white van abductions, le 14 mars 2012; USDOS, Country Report on Human Rights Practices for 2011, le 24 mai 2012, p. 4; The Economist, The disappeared, le 12 avril 2012: [www.economist.com/blogs/banyan/2012/04/sri-lanka](http://www.economist.com/blogs/banyan/2012/04/sri-lanka); The Economist, Disappearances in Sri Lanka, murky business, le 14 janvier 2012: [www.economist.com/node/21542827](http://www.economist.com/node/21542827).

<sup>74</sup> Entretien de l'OSAR avec un contact sur place, août 2012; USDOS, Country Report on Human Rights Practices for 2011, le 24 mai 2012, p. 5.

<sup>75</sup> Entretien de l'OSAR avec un contact sur place, août 2012.

Une partie des enlèvements semblent dus à des motifs politiques, puisque les victimes sont des opposants, des acteurs de la société civile, des défenseurs des droits de l'homme, des sympathisant-e-s présumé-e-s ou d'anciens membres des LTTE.<sup>76</sup> Les demandes de rançon sont également fréquentes et visent souvent des personnes fortunées, par exemple des commerçants.<sup>77</sup>

### 4.3 Arrestations arbitraires et torture

La PTA est toujours en vigueur ; elle permet d'arrêter des gens sur la base d'un simple soupçon et de les incarcérer jusqu'à 18 mois sans accusation.<sup>78</sup> Selon des observateurs, les forces de sécurité se livrent souvent à des **arrestations arbitraires ou illégales**.<sup>79</sup> Comme pour un rapt, les gens sont souvent enlevés par des inconnus en civils sans mandat d'arrêt.<sup>80</sup>

Les proches des personnes recherchées sont également harcelés, menacés et arrêtés. Beaucoup de personnes n'ont jamais su pourquoi elles avaient été arrêtées, ni combien de temps elles seraient retenues prisonnières. Il est rare que les proches aient accès aux détenus ou soient mis au courant d'un transfert dans une autre prison. Les forces de sécurité et les groupes paramilitaires tiennent encore des établissements pénitentiaires secrets. Les détenus se voient souvent refuser pendant des semaines l'accès à des avocats. On les empêche en outre de contester leur détention devant un tribunal.<sup>81</sup>

En juin 2012, des détenus tamouls de la maison d'arrêt de Vavuniya ont fait la grève pour attirer l'attention du public sur leur longue incarcération sans accès au juge, ainsi que sur les conditions de détention inhumaines. La prison a été prise d'assaut par quelque 300 représentants des forces de sécurité et la grève a été brisée avec une grande brutalité. Deux détenus ont été battus à mort par les forces de sécurité.<sup>82</sup>

Les membres des forces de sécurité cherchent souvent à monnayer une libération. Une fois relâchés, les anciens détenus font généralement l'objet d'une surveillance et il arrive souvent qu'ils soient à nouveau arrêtés et harcelés par les autorités.<sup>83</sup>

<sup>76</sup> UKFCO, Quarterly Updates, Sri Lanka, le 30 septembre 2012; USDOS, Country Report on Human Rights Practices for 2011, le 24 mai 2012, p. 4s.; The Economist, The disappeared, le 12 avril 2012: [www.economist.com/blogs/banyan/2012/04/sri-lanka](http://www.economist.com/blogs/banyan/2012/04/sri-lanka).

<sup>77</sup> UKFCO, Quarterly Updates, Sri Lanka, le 30 septembre 2012; USDOS, Country Report on Human Rights Practices for 2011, le 24 mai 2012, p. 4.

<sup>78</sup> Voir OSAR, Sri Lanka, dossier thématique, le 22 septembre 2011, p. 9s.; OSAR, mise à jour, Sri Lanka, le 1<sup>er</sup> décembre 2010, p.9s.; AI, Locked Away, Sri Lanka's Security Detainees, mars 2012, p. 13: [www.amnesty.org/en/library/asset/ASA37/003/2012/en/ebe85f43-3b61-4072-a8ab-a6e504da58e6/asa370032012en.pdf](http://www.amnesty.org/en/library/asset/ASA37/003/2012/en/ebe85f43-3b61-4072-a8ab-a6e504da58e6/asa370032012en.pdf).

<sup>79</sup> Loc. cit.; Entretiens de l'OSAR avec des personnes de contact sur place, août 2012; USDOS, Country Report on Human Rights Practices for 2011, le 24 mai 2012, p. 1.

<sup>80</sup> AI, Locked away, mars 2012, p. 16.

<sup>81</sup> AI, Locked away, mars 2012.

<sup>82</sup> Entretiens de l'OSAR avec des personnes de contact sur place, août 2012; BBC, Parents of dead Sri Lankan Tamil prisoner 'denied last rites', le 9 juillet 2012: [www.bbc.co.uk/news/world-asia-18770072](http://www.bbc.co.uk/news/world-asia-18770072); Lanka News Web, Brutal attack on tamil political prisoners in Vavuniya remand prison, le 30 juin 2012: [www.lankanewsweb.com/english/index.php?option=com\\_content&view=article&id=2064:brutal-attack-on-tamil-political-prisoners-in-vavuniya-remand-prison&catid=1:general&Itemid=29](http://www.lankanewsweb.com/english/index.php?option=com_content&view=article&id=2064:brutal-attack-on-tamil-political-prisoners-in-vavuniya-remand-prison&catid=1:general&Itemid=29).

<sup>83</sup> AI, Locked away, mars 2012.

Les cas de mauvais traitements et de torture sont très fréquents en prison. De nombreux rapports stipulent que les diverses forces de sécurité sri lankaises recourent **très fréquemment** voire **systematiquement** à la torture pour obtenir des aveux.<sup>84</sup> On a également connaissance de tortures perpétrées par l'**EPDP** et les **TMVP**.<sup>85</sup> La torture est un moyen reconnu par la société de faire avancer les enquêtes policières. Seuls les cas vraiment graves sont reconnus comme tels et attirent l'attention du public.<sup>86</sup> Les coups, les brûlures, la violence sexuelle et les viols, ainsi que le fait de suspendre et d'asphyxier les victimes sont des méthodes courantes et documentées.<sup>87</sup> La Commission asiatique des droits de l'homme a pu documenter sept cas de torture rien qu'entre juillet et septembre 2012.<sup>88</sup>

Au Sri Lanka, les médecins refusent souvent de soigner les victimes de la torture. Craignant d'autres mauvais traitements, celles-ci hésitent à se rendre dans des hôpitaux publics. C'est pourquoi beaucoup consultent des médecins privés. Au Sri Lanka, il est rare que les victimes de la torture portent plainte, car cela nécessiterait une attestation émise par des médecins de l'Etat.<sup>89</sup> Celles qui le font sont mises sous pression par les procureurs qui s'emploient à les faire retirer leur plainte.<sup>90</sup>

## 4.4 Profil des groupes en danger

### 4.4.1 Les Tamoul-e-s du Nord et de l'Est

Bien que les LTTE aient été battus et qu'il n'y ait pas le moindre signe de survivance de l'organisation sous une forme ou une autre, l'appareil étatique du Sri Lanka est extrêmement paranoïaque et tente de contenir une éventuelle résurgence de cette formation ou la germination de velléités indépendantistes au côté des Tamouls. Ce souci a des répercussions directes sur l'ensemble des Tamoul-e-s du Nord et de l'Est, car leur seule appartenance ethnique pourrait déjà être le signe d'une possible proximité avec les LTTE.<sup>91</sup>

Chaque habitant-e du Nord peut être arrêté-e à tout moment sur la base d'un simple soupçon.<sup>92</sup> Selon *Amnesty International*, on constate à la manière dont se déroulent les **arrestations** que **l'Etat ne protège guère les Tamoul-e-s**: dans tout le pays, les Tamouls sont nettement plus nombreux que les Cingalais à se faire arrêter et

<sup>84</sup> AHRC, Police Torture Cases, Sri Lanka 1998-2011, juillet 2011; AI, Locked Away, mars 2012; Freedom from Torture, Out of the Silence, le 7 novembre 2011.

<sup>85</sup> Entretiens de l'OSAR avec des personnes de contact sur place, août 2012.

<sup>86</sup> Entretiens de l'OSAR avec un contact sur place, septembre 2012.

<sup>87</sup> Les victimes sont frappées avec des barres en plastique (remplies de ciment), des bâtons en bois et des câbles, coupées avec des instruments métalliques, brûlées avec des cigarettes et des barres métalliques, violées et abusées sexuellement, suspendues et plongées dans de l'eau jusqu'à l'asphyxie. Il arrive aussi qu'on leur mette sur la tête des sacs en plastique remplis de gaz d'échappement. Freedom from Torture, Sri Lankans Tamils tortured on return from the UK, Briefing, le 13 septembre 2012, p. 6: [www.freedomfromtorture.org/sites/default/files/documents/Freedom%20from%20Torture%20briefing%20-%20Sri%20Lankan%20Tamils%20tortured%20on%20return%20from%20the%20UK\\_0.pdf](http://www.freedomfromtorture.org/sites/default/files/documents/Freedom%20from%20Torture%20briefing%20-%20Sri%20Lankan%20Tamils%20tortured%20on%20return%20from%20the%20UK_0.pdf).

<sup>88</sup> UKFCO, Quarterly Updates, Sri Lanka, le 30 septembre 2012.

<sup>89</sup> Entretiens de l'OSAR avec des personnes sur place, septembre 2012.

<sup>90</sup> Entretiens de l'OSAR avec une personne de contact d'une organisation internationale active sur place, août 2012.

<sup>91</sup> Entretiens de l'OSAR avec des personnes sur place, août et septembre 2012.

<sup>92</sup> Ebenda.

emprisonner en vertu de la PTA. Beaucoup sont emprisonnés sans accusation et torturés.<sup>93</sup> Il arrive fréquemment que des représentant-e-s de l'ethnie tamoule<sup>94</sup> se fassent **enlever** et **assassiner** par des inconnus. Les forces de sécurité voient en particulier les Tamoul-e-s qui ont fui la région de Vanni pendant la dernière phase du conflit comme un danger potentiel pour la sécurité. Considérée par le gouvernement comme la base intellectuelle des velléités indépendantistes, la population tamoule de la ville de **Jaffna** est particulièrement menacée.<sup>95</sup>

Selon des observateurs, les forces de sécurité et les **groupes paramilitaires** exercent une **surveillance** particulièrement forte au Nord et à l'Est ; ils **menacent** et **harcèlent** la population de ces régions. Toute personne qui émet des critiques à l'égard du gouvernement ou qui s'exprime en faveur d'une plus grande indépendance tamoule se rend suspecte. Selon un rapport de la BBC, beaucoup de représentant-e-s de l'ethnie tamoule ayant vécu dans la région contrôlée par les LTTE n'ont pas de carte d'identité nationale. Cela les rend suspect-e-s aux yeux des forces de sécurité et peut conduire à des arrestations.<sup>96</sup>

La population tamoule vit dans un état de crainte et d'insécurité permanent ; elle n'ose pas s'exprimer publiquement sur des questions politiques.<sup>97</sup> Au Nord, les forces de sécurité et les groupes paramilitaires restreignent considérablement sa liberté de rassemblement. Les rassemblements de plus de trois personnes doivent être annoncés à l'armée. Même les événements privés tels que mariages, rituels religieux ou funérailles sont surveillés par les forces de sécurité et requièrent une autorisation.<sup>98</sup> Les partis politiques tamouls sont souvent empêchés de manifester.

**Membres présumés et anciens membres des LTTE.** Les soupçons se portent même sur les Tamoul-e-s **peu profilé-e-s** qui n'échappent pas à la surveillance. Les autorités vérifient si ces gens peuvent être en **contact avec la diaspora**. C'est notamment le cas de ceux qui ont été recrutés, de force ou non, par les LTTE. Même les personnes occupant des fonctions civiles au sein des LTTE sont suspectes, par exemple les comptables, les cuisiniers, les chauffeurs ou les auxiliaires pour des travaux de construction. Les autorités étendent également leurs soupçons aux connaissances et aux proches d'anciens membres des LTTE.<sup>99</sup> En mai 2012, quelque 150 à 200 anciens membres des LTTE ont été victimes d'une **vague d'arrestations** à l'Est du pays. Selon les dires de politiciens locaux, beaucoup s'étaient compromis avec les LTTE avant les dernières opérations de combat de 2009. Une partie de ces gens croupissent toujours en prison.<sup>100</sup> Des assassinats motivés par des raisons politiques ou des actes de vengeance visent les sympathisants des LTTE.<sup>101</sup> C'est notamment le cas de l'ancien combattant des LTTE Balachchandran Satkunarasa

<sup>93</sup> USDOS, Country Report on Human Rights Practices for 2011, le 24 mai 2012.

<sup>94</sup> AI, Locked Away, mars 2012, p.16.

<sup>95</sup> Entretiens de l'OSAR avec un contact sur place, août 2012.

<sup>96</sup> BBC News, Sri Lanka's Tamils face identity crisis, le 28 juin 2012: [www.bbc.co.uk/news/world-asia-india-18261375](http://www.bbc.co.uk/news/world-asia-india-18261375).

<sup>97</sup> Résultats d'un sondage confidentiel mené par une organisation internationale à Trincomalee. Entretiens de l'OSAR avec des personnes de contact sur place.

<sup>98</sup> Entretiens de l'OSAR avec des personnes de contact sur place, août et septembre 2012; The Guardian, We even need permission to bury our dead, Sri Lanka's war legacy lingers, le 28 juin 2012: [www.guardian.co.uk/global-development/poverty-matters/2012/jun/28/sri-lanka-war-legacy](http://www.guardian.co.uk/global-development/poverty-matters/2012/jun/28/sri-lanka-war-legacy).

<sup>99</sup> Entretiens de l'OSAR avec des personnes de contact sur place, août et septembre 2012.

<sup>100</sup> UKFCO, Quarterly Updates, Sri Lanka, le 30 septembre 2012.

<sup>101</sup> Loc. cit., p.3; entretien de l'OSAR avec un contact sur place, août 2012.

qui a été retrouvé pendu à un but de football en juin 2011 par des habitants de Jaffna.<sup>102</sup> *Freedom from Torture* a établi que des personnes ont été torturées à cause de leurs liens réels ou présumés avec les LTTE. En général, ce sont là aussi des personnes peu profilées.<sup>103</sup> Selon plusieurs rapports, **les personnes de retour de l'étranger** sont souvent soupçonnées d'entretenir des liens avec les LTTE et particulièrement menacées.<sup>104</sup>

**Les anciens prisonniers des «camps de réhabilitation».** *Amnesty International* a étayé le fait que les prisonniers des camps de réhabilitation ont subi des tortures et des mauvais traitements.<sup>105</sup> Selon les indications officielles, les plus de 12'000 personnes retenues dans les «camps de réhabilitation» ont pour la plupart été libérées. D'après le Ministère de la Défense, il en reste environ 800. Des procès ont été intentés contre une partie de ces gens.<sup>106</sup> Les anciens prisonniers des «camps de réhabilitation» constituent un **groupe extrêmement vulnérable**. Une fois libérés, ils doivent régulièrement s'annoncer aux forces de sécurité. Pourtant, cette obligation ne repose sur aucune base légale.<sup>107</sup> Les cartes d'identité attestant leur condition d'anciens prisonniers des «camps de réhabilitation» leur ont récemment été retirées. Or, elles les protégeaient dans une certaine mesure contre une nouvelle arrestation qui peut survenir à tout moment. Les anciens prisonniers des «camps de réhabilitation» sont surveillés, notamment ceux qui pourraient jouer un rôle dans une possible résurgence du mouvement des LTTE. Cette catégorie n'englobe pas que les anciens combattants, mais aussi ceux qui occupaient des fonctions administratives au sein des LTTE. Les contrôles, chicanes et tracasseries policières réduisent quasiment à zéro leurs chances de trouver un emploi. D'autant que les anciens prisonniers des «camps de réhabilitation» rencontrent de grosses difficultés dans leurs efforts de réinsertion.<sup>108</sup>

#### 4.4.2 Les journalistes

**Les journalistes qui critiquent le gouvernement** sont menacés, harcelés, attaqués, enlevés, voire assassinés dans l'ensemble du pays.<sup>109</sup> Ces attaques conduisent les médias à s'autocensurer.<sup>110</sup> De hauts fonctionnaires ont à plusieurs reprises traité des journalistes de traîtres et mis sous pression des rédactions et des éditions pour les inciter à présenter le gouvernement sous un jour positif.<sup>111</sup> Frederica Jansz, une journaliste cingalaise d'un journal critique à l'égard du gouvernement, a person-

<sup>102</sup> USDOS, Country Report on Human Rights Practices for 2011, le 24 mai 2012, p. 3.

<sup>103</sup> *Freedom from Torture*, *Out of the Silence*, le 7 novembre 2011, p. 6s.

<sup>104</sup> Pour plus de détails à ce sujet, voir 7.2 Sécurité des personnes de retour.

<sup>105</sup> AI, *Locked Away*, mars 2012.

<sup>106</sup> GoSL, Govt. to initiate legal action against former hardcore LTTE cadres, le 8 octobre 2012: [www.priu.gov.lk/news\\_update/Current\\_Affairs/ca201210/20121008govt\\_initiate\\_legal\\_action\\_against\\_former\\_hardcore\\_ltte\\_cadres.htm](http://www.priu.gov.lk/news_update/Current_Affairs/ca201210/20121008govt_initiate_legal_action_against_former_hardcore_ltte_cadres.htm).

<sup>107</sup> La chose a été confirmée plusieurs fois dans les entretiens de l'OSAR avec des personnes de contact sur place, août et septembre 2012. L'une des personnes de contact était d'avis que l'obligation de s'annoncer avait récemment été un peu assouplie, mais n'était pas certaine que cela durerait.

<sup>108</sup> Entretiens de l'OSAR avec des personnes de contact sur place, août 2012.

<sup>109</sup> Freedom House, *Freedom of the Press 2012*: [www.freedomhouse.org/report/freedom-of-the-press/2012/sri-lanka](http://www.freedomhouse.org/report/freedom-of-the-press/2012/sri-lanka); Human Rights Watch (HRW), *Sri Lanka, Halt Harassment of Media*, le 3 juillet 2012: [www.hrw.org/news/2012/07/03/sri-lanka-halt-harassment-media](http://www.hrw.org/news/2012/07/03/sri-lanka-halt-harassment-media); UKFCO, *Quarterly Updates*, Sri Lanka, le 30 septembre 2012.

<sup>110</sup> Entretiens de l'OSAR avec des journalistes présents sur place, août 2012.

<sup>111</sup> USDOS, Country Report on Human Rights Practices for 2011, le 24 mai 2012, p. 20.

nellement reçu de lourdes menaces téléphoniques de la part du Ministre de la Défense Gotabaya Rajapaksa, suivies d'autres menaces de mort. Son prédécesseur avait été assassiné par des inconnus en 2009. Les auteurs de ce crime courent toujours. Un membre de l'entourage du clan présidentiel a racheté le journal qui a présenté ses excuses au Ministre de la Défense en page de couverture et licencié la journaliste.<sup>112</sup> Au Nord, deux rédacteurs de journaux régionaux ont reçu des menaces de mort, après avoir relaté une protestation controversée dans la région.<sup>113</sup> Les médias en ligne qui se permettent de critiquer le gouvernement font l'objet d'une surveillance constante et de mesures de sabotage.<sup>114</sup> En juillet 2012, la police a ainsi fermé les bureaux de deux sites de l'opposition, confisqué des ordinateurs et des documents et arrêté neuf collaborateurs.<sup>115</sup> En 2012, le CID a effectué plusieurs razias dans des journaux. Des observateurs y voient une mesure d'intimidation.<sup>116</sup>

#### 4.4.3 Les opposants et les défenseurs des droits de l'homme

Dans l'ensemble du pays et surtout au **Nord**, les forces de sécurité et les groupes paramilitaires proches du gouvernement tentent de museler par des tracasseries, des menaces et des attaques, les critiques à l'égard du gouvernement, surtout si elles émanent d'opposants ou de défenseurs des droits de l'homme, ou la dénonciation des crimes de guerre de l'armée.<sup>117</sup> Dans ce climat de crainte, les petits groupes de militants n'osent pas s'articuler publiquement.<sup>118</sup> Des religieux, des avocats et des collaborateurs d'ONG souvent en contact avec des étrangers sont victimes de menaces et de mesures de répression.<sup>119</sup> Un religieux tamoul qui tient un bureau de consultation juridique pour la population tamoule de Jaffna et qui a critiqué le gouvernement dans une interview accordée durant l'été 2012 au Washington Post a dû disparaître suite à de graves menaces de l'EPDP. Sa collaboratrice a été enlevée et torturée.<sup>120</sup> Le CID surveille les défenseurs des droits de l'homme et les opposants, comme le prouvent plusieurs exemples dont l'OSAR a connaissance.<sup>121</sup>

<sup>112</sup> Colombo Telegraph, They will kill you – you dirty fucking shit Journalist – You are pigs who eat shit – Gota threatened again, le 7 juillet 2012: [www.colombotelegraph.com/index.php/they-will-kill-you-you-dirty-fucking-shit-journalist-you-are-pigs-who-eat-shit-gota-threatened-again/](http://www.colombotelegraph.com/index.php/they-will-kill-you-you-dirty-fucking-shit-journalist-you-are-pigs-who-eat-shit-gota-threatened-again/); Brisbane Times, Case dismissed: death threats not persecution, le 6 octobre 2012: [www.brisbanetimes.com.au/world/case-dismissed-death-threats-not-persecution-20121005-274dl.html#ixzz28SCjLPY7](http://www.brisbanetimes.com.au/world/case-dismissed-death-threats-not-persecution-20121005-274dl.html#ixzz28SCjLPY7).

<sup>113</sup> UKFCO, Quarterly Updates, Sri Lanka, le 30 septembre 2012.

<sup>114</sup> Entretiens de l'OSAR avec des journalistes présent-e-s sur place, août 2012; AHRC, Web censorship reaches new level, Five Tamil language web sites blocked [AHRC-FPR-029-2012], 28 June 2012: [www.reliefweb.int/report/sri-lanka/web-censorship-reaches-new-level-five-tamil-language-web-sites-blocked](http://www.reliefweb.int/report/sri-lanka/web-censorship-reaches-new-level-five-tamil-language-web-sites-blocked).

<sup>115</sup> UKFCO, Quarterly Updates, Sri Lanka, le 30 septembre 2012.

<sup>116</sup> Sri Lanka Mirror, The CID carried out a political vendetta, le 27 juillet 2012: [www.srilankamirror.com/news/639-sri-lanka-mirror-the-cid-carried-out-a-political-vendetta](http://www.srilankamirror.com/news/639-sri-lanka-mirror-the-cid-carried-out-a-political-vendetta).

<sup>117</sup> Entretiens de l'OSAR avec des personnes de contact présentes sur place, août et septembre 2012; USDOS, Country Report on Human Rights Practices for 2011, le 24 mai 2012, p. 20ss.

<sup>118</sup> Entretiens de l'OSAR avec des personnes de contact présentes sur place, août et septembre 2012.

<sup>119</sup> Loc. cit.; USDOS, Country Report on Human Rights Practices for 2011, le 24 mai 2012, p. 15.

<sup>120</sup> Entretiens de l'OSAR avec des personnes de contact présentes sur place, août et septembre 2012.

<sup>121</sup> Un politicien de la TNA a par exemple signalé à l'OSAR que le CID assiste toujours à ses réunions de travail. L'OSAR a également connaissance d'un cas où le CID a tenté d'empêcher une rencontre entre des défenseurs des droits humains et des diplomates étrangers à Jaffna. Entretiens de l'OSAR avec des personnes de contact présentes sur place, août et septembre 2012.

Lalith Kumar Weeraraj et Kugan Muruganandan, tous deux membres d'un parti d'opposition, ont disparu à Jaffna en décembre 2011. Weeraraj cherchait à attirer l'attention sur la situation des droits de l'homme des Tamouls ; il avait été menacé à plusieurs reprises, attaqué et arrêté par les forces de sécurité.<sup>122</sup> Les deux militants n'ont toujours pas été retrouvés. Le 7 avril 2012, deux opposants ont été enlevés par des inconnus dans une banlieue de Colombo. Ils ont par la suite été relâchés.<sup>123</sup> En mars 2012, des défenseurs des droits de l'homme originaires du Sri Lanka qui avaient pris part au Conseil des droits de l'homme des Nations unies à Genève ont subi des menaces et des intimidations de la part de la délégation officielle du Sri Lanka. Le Ministre des Relations publiques Mervyn Silva avait alors menacé de « briser les os de ces traîtres à la Nation ».<sup>124</sup>

#### 4.4.4 Les femmes et les enfants

**La violence exercée contre les femmes et les enfants** continue à poser un gros problème dans tout le Sri Lanka. Il n'y a guère de statistiques fiables à ce sujet. De source officielle, 4'505 cas de « crimes graves », dont 1'871 viols et 8'067 « délits mineurs » (*minor offences*) comprenant notamment 2'726 cas d'abus sexuels contre des femmes et des enfants ont été signalés à la police en 2011.<sup>125</sup> On peut partir du principe que le nombre de cas non déclarés est beaucoup plus élevé, car la plupart des victimes n'osent pas en parler à la police par crainte ou par honte. La police a néanmoins enregistré une **augmentation alarmante du nombre de plaintes pour viol** par rapport aux années précédentes et identifié en particulier les filles entre 13 et 16 ans comme particulièrement vulnérables.<sup>126</sup> Les victimes de violence sexuelle sont très stigmatisées par la société et ont par exemple de la peine à trouver un mari.<sup>127</sup> La loi sri lankaise interdisant le viol et la violence domestique n'est pas suffisamment respectée et les auteurs de ces crimes restent généralement impunis.<sup>128</sup> Le viol entre époux n'est pas punissable, sauf si le couple est légalement divorcé.<sup>129</sup>

Il existe plusieurs indices crédibles du fait que des membres des **forces de sécurité gouvernementales** ou des **groupes à caractère paramilitaire** font subir des actes de violence sexuelle à des femmes et à des enfants.<sup>130</sup> Les bavures sont particuliè-

<sup>122</sup> USDOS, Country Report on Human Rights Practices for 2011, le 24 mai 2012, p. 4s.

<sup>123</sup> UKFCO, Quarterly Updates, Sri Lanka, le 30 septembre 2012.

<sup>124</sup> Loc. cit.

<sup>125</sup> Sri Lanka Police, Crime Trends: [www.police.lk/index.php/crime-trends](http://www.police.lk/index.php/crime-trends).

<sup>126</sup> BBC News, Concern in Sri Lanka over rising number of child rapes, le 18 juillet 2012: [www.bbc.co.uk/news/world-asia-18889564](http://www.bbc.co.uk/news/world-asia-18889564); USDOS, Country Report on Human Rights Practices for 2011, Sri Lanka, le 24 mai 2012, p. 35.

<sup>127</sup> Entretiens de l'OSAR avec des personnes de contact présentes sur place, août 2012; AHRC, The State of Human Rights in Sri Lanka in 2010, (AHRC-SPR-010-2010), octobre 2010, p. 46: [www.humanrights.asia/resources/hrreport/2010/AHRC-SPR-010-2010.pdf](http://www.humanrights.asia/resources/hrreport/2010/AHRC-SPR-010-2010.pdf).

<sup>128</sup> Il y a des exemples connus de cas où les victimes ont retiré leur plainte et où les violeurs sont restés impunis. C'est le cas du politicien local qui a violé une Russe (voir 2.4) ou du Parlementaire Duminda Silva qui a été acquitté en mars 2011, parce que la victime en dépression ne voulait pas poursuivre le procès. Voir aussi BBC News, Concern in Sri Lanka over rising number of child rapes, le 18 juillet 2012; USDOS, Country Report on Human Rights Practices for 2011, le 24 mai 2012, p. 35.

<sup>129</sup> IRB, Sexual and domestic violence, including legislation, state protection, and services available for victims [LKA103947.E], le 25 janvier 2012: [www.irb-cisr.gc.ca:8080/RIR\\_RDI/RIR\\_RDI.aspx?id=453788&l=e](http://www.irb-cisr.gc.ca:8080/RIR_RDI/RIR_RDI.aspx?id=453788&l=e); ICG, Women's Insecurity in the North and East, le 20 décembre 2011, p. 12.

<sup>130</sup> Entretiens avec des personnes de contact présentes sur place, septembre 2012; Freedom from Torture, Out of the Silence, le 7 novembre 2011; ICG, Women's Insecurity in the North and East, le

rement fréquentes en prison. Un rapport de *Freedom from Torture* a démontré que les détenues sont très souvent exposées à des actes de violence sexuelle commis par les forces de sécurité.<sup>131</sup> Au Sud du pays, de plus en plus de crimes commis contre les femmes et les enfants sont le fait des forces de sécurité ou de leurs anciens membres.<sup>132</sup> Beaucoup de victimes ne signalent pas ces bavures par crainte de représailles. D'après la Commission asiatique des droits de l'homme, le recours à des policières n'a pas amélioré la sécurité des femmes, car une partie des agentes participent aussi aux agressions.<sup>133</sup>

Les **veuves ou les femmes vivant seules** du Nord du pays risquent encore plus que les autres d'être victimes de violence sexuelle. Le renforcement de la présence militaire et l'abus d'alcool de plus en plus répandu chez la population locale traumatisée renforcent l'insécurité des femmes et des enfants.<sup>134</sup> En août 2011, il a beaucoup été question des attaques commises au Nord par des inconnus appelés «*Grease Devils*»: des femmes pour la plupart tamoules ont été violées et assassinées.<sup>135</sup>

Les victimes de viols et de violence domestique ne rencontrent souvent aucun soutien. L'accès à des centres de crise, à une consultation juridique et à un encadrement psychologique est très limité, surtout au Nord.<sup>136</sup>

## 5 Les personnes déplacées

En novembre 2012, le gouvernement a annoncé au Conseil des droits de l'homme des Nations unies à Genève la fermeture du plus grand et du plus connu des camps de personnes déplacées, celui de Menik Farm, et la transplantation de ses près de 300'000 occupant-e-s. Mais selon les dires de politiciens tamouls, environ 75'000 des 300'000 personnes concernées ont simplement été déplacées dans de nouveaux camps de transit.<sup>137</sup> Même après la fermeture de Menik Farm, l'*Internal Displacement Monitoring Centre* signale encore plus de **115'000 personnes déplacées**.<sup>138</sup>

---

20 décembre 2011, p. 27s.; USDOS, Country Report on Human Rights Practices for 2011, le 24 mai 2012, p. 9.

<sup>131</sup> Freedom from Torture, *Out of the Silence*, le 7 novembre 2011.

<sup>132</sup> ICG, *Women's Insecurity in the North and East*, le 20 décembre 2011, p. 13.

<sup>133</sup> AHRC, *The State of Human Rights in Sri Lanka in 2011*, p. 5.

<sup>134</sup> Entretien de l'OSAR avec des personnes de contact présentes sur place, août et septembre 2012; ICG, *Women's Insecurity in the North and East*, le 20 décembre 2011, p. 13.

<sup>135</sup> *Women's Insecurity in the North and East*, le 20 décembre 2011, p. 30ss.

<sup>136</sup> Entretien de l'OSAR avec des personnes de contact présentes sur place, août 2012; International Centre for Ethnic Studies, *Domestic Violence Intervention Services in Sri Lanka, An Exploratory Mapping 2009-2011*, juillet 2012, p. 21: [www.scribd.com/doc/96385394/Domestic-Violence-Intervention-Services-in-Sri-Lanka-ICES](http://www.scribd.com/doc/96385394/Domestic-Violence-Intervention-Services-in-Sri-Lanka-ICES); USDOS, *Country Report on Human Rights Practices for 2011*, le 24 mai 2012, p. 9.

<sup>137</sup> *The Island*, *At least 75'000 of the 300'000 IDPs are still living in Transit Camps in the North and East: Sampanthan*, le 13 octobre 2012: [www.island.lk/index.php?page\\_cat=article-details&page=article-details&code\\_title=63726](http://www.island.lk/index.php?page_cat=article-details&page=article-details&code_title=63726).

<sup>138</sup> Internal Displacement Monitoring Centre (IDMC), *A hidden displacement crisis*, le 31 octobre 2012: [www.internaldisplacement.org/8025708F004CE90B/%28httpCountrySummaries%29/9A05162C16226CBBC1257AA800523E94?OpenDocument&count=10000](http://www.internaldisplacement.org/8025708F004CE90B/%28httpCountrySummaries%29/9A05162C16226CBBC1257AA800523E94?OpenDocument&count=10000).

**Retour difficile des personnes déplacées.** Près de 470'000 personnes sont enregistrées en tant que rapatrié-e-s, mais n'ont pas réussi à s'implanter durablement à un endroit.<sup>139</sup> Selon des observateurs, beaucoup de ces gens ont été transplantés contre leur volonté.<sup>140</sup> Nombre d'entre eux n'ont pas pu retourner à leur lieu d'origine, généralement parce que l'armée bloquait encore ces régions considérées comme **zones de haute sécurité**.<sup>141</sup> Aucune compensation n'est accordée en échange des terrains occupés. Les personnes transplantées ont le plus grand mal à se trouver une source de revenu dans leur nouvelle localité. La population d'un village de pêcheurs a par exemple été transférée dans la région de Vanni en pleine jungle, loin de la mer dont elle tirait sa subsistance.<sup>142</sup> L'hébergement des personnes de retour constitue toujours un problème majeur.<sup>143</sup> Le gouvernement entrave les activités humanitaires, en les soumettant à un contrôle rigoureux. Il a notamment fixé un plafond pour les coûts de construction des maisons destinées aux personnes de retour. De l'avis de plusieurs expert-e-s, le montant articulé ne suffit même pas à construire une maison simple équipée de ses propres toilettes.<sup>144</sup>

Selon les indications officielles, 98 % des régions dites prioritaires pour le retour des personnes déplacées ont été **déminées**<sup>145</sup> par l'armée à un rythme fulgurant. Selon des experts internationaux, les données officielles ne sont pas crédibles, car le déminage de ces vastes zones n'est pas conforme aux normes internationales. Un déminage sûr et complet prendra encore des décennies. Nombre des régions dans lesquelles retournent les personnes déplacées ne peuvent donc pas être considérées comme sûres.<sup>146</sup>

## 6 Situation socioéconomique au Nord

Le développement du Nord du Sri Lanka se prête à des évaluations très diverses. Selon les indications officielles, le produit national brut au Nord du pays a augmenté d'environ 22 %, par rapport à une moyenne nationale de 8 % en 2011.<sup>147</sup> Les expert-e-s expliquent principalement cette progression par les grands projets d'infrastructure du gouvernement et par le fait qu'on est parti de valeurs régionales très basses après le conflit.<sup>148</sup>

---

<sup>139</sup> Loc. cit..

<sup>140</sup> UKFCO, Quarterly Updates, Sri Lanka, le 30 septembre 2012.

<sup>141</sup> Une partie des zones de haute sécurité ont été transformées en zones économiques dites publiques, sans que l'accès s'en trouve facilité.

<sup>142</sup> Entretiens de l'OSAR avec des collaborateurs d'agences de développement présentes sur place, août 2012.

<sup>143</sup> Integrated Regional Information Network (IRIN), Former IDPs want more than leaking shacks, le 2 novembre 2012: [www.irinnews.org/Report/96697/SRI-LANKA-Former-IDPs-want-more-than-leaking-shacks](http://www.irinnews.org/Report/96697/SRI-LANKA-Former-IDPs-want-more-than-leaking-shacks).

<sup>144</sup> Entretiens de l'OSAR avec des collaborateurs d'agences de développement présentes sur place, septembre 2012.

<sup>145</sup> HRC, National report submitted in accordance with paragraph 5 of the annex to Human Rights Council resolution 16/21; Sri Lanka [A/HRC/WG.6/14/LKA/1], le 10 août 2012, p. 27: [www.upr-info.org/IMG/pdf/a\\_hrc\\_wg.6\\_14\\_lka\\_1\\_e.pdf](http://www.upr-info.org/IMG/pdf/a_hrc_wg.6_14_lka_1_e.pdf).

<sup>146</sup> Entretiens de l'OSAR avec un contact sur place, août 2012.

<sup>147</sup> HRC, National report, le 10 août 2012, p. 8.

<sup>148</sup> IRIN, Sri Lanka, Too many jobless youth in former war zone, le 1<sup>er</sup> octobre 2012: [www.irinnews.org/Report/96422/SRI-LANKA-Too-many-jobless-youth-in-former-war-zone](http://www.irinnews.org/Report/96422/SRI-LANKA-Too-many-jobless-youth-in-former-war-zone).

Ces chiffres résultent d'une nouvelle étude du Programme alimentaire mondial réalisée en 2012 ; ils révèlent **toute l'ampleur de la pauvreté au Nord, en particulier à Jaffna** où 55 % des habitant-e-s ne sont pas en mesure de garantir leur sécurité alimentaire<sup>149</sup>. La majorité des familles des cinq districts du Nord incapables d'assurer leur subsistance, à savoir près de 65 %, vivent à Jaffna. Dans cette ville, 55 % des ménages ont un revenu inférieur au seuil de pauvreté fixé à un dollar US par jour. Les denrées nécessaires sont certes disponibles sur les marchés, mais la population ne peut pas se les offrir. Quelque 38 % des ménages mangent à crédit.<sup>150</sup> Seule une petite minorité profite du très modique soutien que l'Etat destine à la couche de population la plus pauvre (entre 3 et 4 francs suisses par mois).<sup>151</sup> Beaucoup de Tamoul-e-s ayant vécu dans la région contrôlée par les LTTE n'ont pas accès aux prestations publiques, faute de carte d'identité nationale.<sup>152</sup>

Selon les indications de plusieurs observateurs, le taux de **chômage** est très élevé au Nord : **environ 30 %**, alors que la moyenne nationale est de 4%.<sup>153</sup> Selon l'étude du Programme alimentaire mondial, Jaffna est particulièrement touchée, puisque près de 90 % des ménages de la ville comptent au moins une personne au chômage.<sup>154</sup> Dans son enquête de 2011, le *Department of Census and Statistic* ne donne pas de chiffres officiels pour le Nord du Sri Lanka.<sup>155</sup> Les activités de construction du Nord offrent relativement peu d'emplois, car le gouvernement soutient la mécanisation, en vue d'accélérer les travaux. Par ailleurs, les mandats sont surtout attribués à des entreprises du Sud à majorité cingalaise qui viennent avec leurs ouvriers. En mal d'occupation, l'armée participe également aux travaux et occupe des places de travail dans ce secteur.<sup>156</sup> Les représentant-e-s de l'ethnie tamoule ne peuvent généralement participer à la reconstruction qu'au niveau le plus bas, en tant que travailleurs (peu) rémunérés à la journée.<sup>157</sup> En dehors de la reconstruction de l'infrastructure, très peu d'entreprises sont actives au Nord.<sup>158</sup> Cela pose problème, en particulier pour la majorité des personnes de retour qui doivent principalement gagner leur vie en tant que **travailleurs journaliers**.<sup>159</sup>

L'agriculture et la pêche seraient d'autres sources de revenu importantes au Nord.<sup>160</sup> Mais comme l'armée et les forces de sécurité s'accaparent les **maisons et le terrain** de particuliers, sans que les propriétaires n'osent s'y opposer, les personnes

<sup>149</sup> La sécurité alimentaire consiste à ne pas avoir peur de la faim ou de la sous-alimentation. Pour des définitions plus précises, voir le Programme alimentaire mondial: [www.wfp.org](http://www.wfp.org).

<sup>150</sup> IRIN, Sri Lanka, Focus on food insecurity, le 9 juillet 2012: [www.reliefweb.int/report/sri-lanka/focus-food-insecurity-jaffna](http://www.reliefweb.int/report/sri-lanka/focus-food-insecurity-jaffna) (accès le 12 novembre 2012); Ministry of Health Sri Lanka / UNICEF / WFP, Assessment of nutritional status and associated factors in Northern Province, mars 2012, p. 36: [www.hpsl.lk/Files/Surveys/LKS0009\\_Northern%20province%20with%20cover%20page.pdf](http://www.hpsl.lk/Files/Surveys/LKS0009_Northern%20province%20with%20cover%20page.pdf).

<sup>151</sup> Entretien de l'OSAR avec des personnes de contact présentes sur place, août 2012.

<sup>152</sup> BBC News, Sri Lanka's Tamils face identity crisis, le 28 juin 2012.

<sup>153</sup> Loc. cit.; IRIN, Sri Lanka, Too many jobless youth in former war zone, le 1<sup>er</sup> octobre 2012.

<sup>154</sup> IRIN, Sri Lanka, Focus on food insecurity, le 9 juillet 2012.

<sup>155</sup> Department of Census and Statistics, Ministry of Finance and Planning, Sri Lanka Labour Force Survey, Annual Report 2011, le 9 octobre 2012: [www.statistics.gov.lk/sample/survey/LFS%20Annual%20Report\\_2011.pdf](http://www.statistics.gov.lk/sample/survey/LFS%20Annual%20Report_2011.pdf).

<sup>156</sup> Loc. cit.

<sup>157</sup> Observations et entretiens de l'OSAR avec des personnes de contact présentes sur place, août et septembre 2012.

<sup>158</sup> IRIN, Sri Lanka, Too many jobless youth in former war zone, le 1<sup>er</sup> octobre 2012.

<sup>159</sup> Ministry of Health Sri Lanka / UNICEF / WFP, Assessment of nutritional status and associated factors in Northern Province, mars 2012, p. 32.

<sup>160</sup> Loc. cit.

de retour et même une partie de la population locale ont de la peine à accéder à ces biens.<sup>161</sup> Il n'y a pas de compensations pour les maisons occupées ou détruites.<sup>162</sup> Malgré la réduction des zones de haute sécurité, l'armée bloque encore de vastes régions, y compris des terres agricoles fertiles.<sup>163</sup> L'accès privilégié à des pompes à eau, à des tracteurs et à des engrais financés par l'Etat lui permet de produire des biens agricoles à bon compte et de les vendre à bas prix, ce qui péjore les possibilités de revenu des **paysans** locaux.<sup>164</sup>

La **pêche** était autrefois un facteur économique important pour le Nord du Sri Lanka. Mais quelques secteurs de côte sont toujours inclus dans les zones de sécurité de la marine. L'armée doit en outre avoir vendu certaines zones côtières à des entreprises privées. De grands chalutiers chinois et indiens dépeuplent illégalement les pêcheries du Nord et de l'Est et compromettent fortement l'activité des petits pêcheurs tamouls en endommageant leurs filets. Le gouvernement ne fait rien pour protéger les droits et les moyens de subsistance des pêcheurs indigènes.<sup>165</sup>

Pour **les femmes**, la situation est extrêmement difficile. Seules, elles n'ont pratiquement aucun moyen de gagner leur vie. Les groupes de défense des droits des femmes signalent que certaines se prostituent en désespoir de cause.<sup>166</sup> Des observateurs estiment qu'au Nord, le taux de chômage est deux fois plus élevé parmi **les femmes** que parmi les hommes.<sup>167</sup>

Comme la population tamoule du Nord ne parle guère **cingalais**, elle n'a qu'un accès très limité au marché du travail dans d'autres régions du pays.<sup>168</sup> Ouvrir **leur propre commerce** représente un grand défi pour beaucoup de représentant-e-s de l'ethnie tamoule. Car à côté du capital de départ nécessaire, cette entreprise requiert une série d'autorisations qu'il faut aller se procurer auprès de l'administration dominée par les Cingalais.<sup>169</sup> Ceux qui ne se laissent pas décourager par ces obstacles doivent en outre s'attendre à ce que leur commerce subisse les représailles de l'EPDP et soit racketté par des groupes criminels.

---

<sup>161</sup> Entretiens de l'OSAR avec des personnes de contact présentes sur place, août et septembre 2012; Tamil Net, 1033 lands, houses tob e permanently appropriated for SL military in Jaffna, le 13 juin 2012: [www.tamilnet.com/art.html?catid=79&artid=35290](http://www.tamilnet.com/art.html?catid=79&artid=35290).

<sup>162</sup> Sauf pour les fonctionnaires. Entretiens de l'OSAR avec des personnes de contact présentes sur place, septembre 2012.

<sup>163</sup> Entretiens de l'OSAR avec des personnes de contact présentes sur place, août et septembre 2012; ICG, Sri Lanka's North II, le 16 mars 2012, p.21.

<sup>164</sup> ICG, Sri Lanka's North II, le 16 mars 2012, p.23.

<sup>165</sup> Entretiens de l'OSAR avec des personnes de contact présentes sur place, août et septembre 2012.

<sup>166</sup> Loc. cit..

<sup>167</sup> Entretiens de l'OSAR avec un contact sur place, août 2012.

<sup>168</sup> IRIN, Sri Lanka, Too many jobless youth in former war zone, le 1<sup>er</sup> octobre 2012.

<sup>169</sup> Entretiens de l'OSAR avec un contact sur place, août 2012; Office fédéral des migrations et des réfugiés / OIM, fiche d'information sur les pays Sri Lanka, juin 2012, p.5: [www.bamf.de/SharedDocs/MILo-DB/DE/Rueckkehrfoerderung/Laenderinformationen/Informationsblaetter/cfs-sri-lanka-download-deutsch.pdf?\\_\\_blob=publicationFile](http://www.bamf.de/SharedDocs/MILo-DB/DE/Rueckkehrfoerderung/Laenderinformationen/Informationsblaetter/cfs-sri-lanka-download-deutsch.pdf?__blob=publicationFile).

## 7 Retour de l'étranger

### 7.1 Contrôle à l'aéroport

**Tri à l'aéroport.** L'OSAR a déjà décrit en détail les procédures en vigueur à l'aéroport.<sup>170</sup> Les Tamoul-e-s de retour passent par une procédure généralement longue visant à établir **de possibles liens avec les LTTE**. Ils sont d'abord mis à l'écart et questionnés par les autorités en charge de l'immigration, puis interrogés par le *State Intelligence Service* (SIS). Ils subissent ensuite un contrôle et un interrogatoire du CID. Selon les indications de plusieurs personnes de contact, ces interrogatoires peuvent durer jusqu'à 14 heures. Les fonctionnaires n'hésitent pas à recourir à la violence. En cas d'indices suffisants ou de déclarations contradictoires, les personnes de retour sont remises au TID pour d'autres interrogatoires et, selon les cas, arrêtées. Les Tamouls du Nord et de l'Est, ainsi que les personnes entre 20 et 40 ans font l'objet de contrôles encore plus minutieux.<sup>171</sup> Les personnes munies de faux papiers, celles qui font l'objet d'un mandat d'arrêt ou qui sont soupçonnées de liens avec les LTTE ou avec les médias risquent fort d'être incarcérées.<sup>172</sup> Les personnes arrêtées sont d'abord conduites dans la prison de Negombo.<sup>173</sup>

### 7.2 Sécurité des personnes de retour

Selon les dires de plusieurs observateurs, les personnes de retour au Sri Lanka sont considérées comme des traîtres qui jettent le discrédit sur le Sri Lanka à l'étranger.<sup>174</sup> On peut donc partir du principe qu'elles constituent un groupe à risque. Il n'y a certes pas d'indices que toutes les personnes de retours sont enlevées, arrêtées et torturées de manière systématique. Cependant, il y a plusieurs rapports qui documentent des cas et montrent le risque.

**Enlèvements.** Les personnes aisées de retour peuvent être la cible de groupements criminels ou paramilitaires qui cherchent à leur extorquer de l'argent ou des informations.<sup>175</sup>

**Contrôles par le CID.** La police ou le CID sont à plusieurs reprises allés trouver des personnes de retour à leur lieu de séjour pour les interroger. Des observateurs signalent le cas de personnes de retour ayant fait l'objet d'une surveillance permanente de la part du CID pendant six mois.<sup>176</sup> Une arrestation est possible à tout moment.

---

<sup>170</sup> OSAR, Sri Lanka, dossier thématique, le 22 septembre 2011, p. 14ss..

<sup>171</sup> Entretiens de l'OSAR avec des personnes de contact présentes sur place, août et septembre 2012.

<sup>172</sup> Pour plus de détails voir OSAR, Sri Lanka, dossier thématique, le 22 septembre 2011, p. 15s.

<sup>173</sup> Entretiens de l'OSAR avec des personnes de contact présentes sur place, août et septembre 2012.

<sup>174</sup> Entretiens de l'OSAR avec des personnes de contact présentes sur place, août et septembre 2012; IRB, Sri Lanka, Information on the treatment of Tamil returnees to Sri Lanka, including failed refugee applicants; repercussions, upon return, for not having proper government authorization to leave the country, such as a passport, (LKA103815.E), le 22 août 2011: [www.irb-cisr.gc.ca:8080/RIR\\_RDI/RIR\\_RDI.aspx?id=453562&l=e](http://www.irb-cisr.gc.ca:8080/RIR_RDI/RIR_RDI.aspx?id=453562&l=e).

<sup>175</sup> Entretiens de l'OSAR avec des personnes de contact présentes sur place, août et septembre 2012; IRB, Information on the treatment of Tamil returnees to Sri Lanka, le 22 août 2011.

<sup>176</sup> Entretiens de l'OSAR avec des personnes de contact présentes sur place, août et septembre 2012.

**Arrestations et torture.** Plusieurs rapports récents font état d'arrestations de Tamouls et de Cingalais de retour de l'étranger. Des arrestations le plus souvent assorties de tortures.<sup>177</sup> Contrairement à divers groupes de défense des droits de l'homme, les autorités britanniques en charge de l'asile sont d'avis que ces mesures ne concernent que les personnes de retour ayant commis une infraction à la loi au Sri Lanka.<sup>178</sup> Il est souvent difficile d'obtenir des informations sur place, car les personnes de retour ont très peur de parler de ce qu'elles ont subi en prison.<sup>179</sup> L'arrestation de **Dayan Anthony** a fait pas mal de bruit. Cet homme de retour d'Australie a été retenu pendant près de 16 heures. Dans une conférence de presse mise en scène en présence des forces de sécurité, il a démenti son arrestation. La crédibilité de la conférence de presse a été mise en doute de diverses parts.<sup>180</sup> L'OSAR a connaissance du cas d'une personne tamoule arrêtée **après son retour de Suisse**, accusée d'entretenir des liens avec les LTTE et questionnée au sujet des Tamoul-e-s rencontré-e-s en Suisse. Il a fallu l'intervention de la Commission asiatique des droits de l'homme et d'une ONG suisse pour que cette personne soit relâchée.<sup>181</sup> *Human Rights Watch* a documenté **d'autres cas similaires**: un Tamoul de 29 ans originaire de la région de Vanni qui avait été recruté de force par les LTTE en 2008 est arrivé en Suisse en septembre 2010 en tant que requérant d'asile. Le 15 février 2011, il est retourné volontairement au Sri Lanka suite au rejet de sa demande d'asile et, le 23 juillet 2011, des fonctionnaires en civil l'ont emmené de force dans un petit bus blanc. Ils lui ont dit qu'ils avaient des **informations sur ses activités en Suisse et l'ont torturé**. Pour sauver sa vie, le malheureux a signé des aveux en cingalais, sans les comprendre. Dans l'intervalle, il s'est enfui en Grande Bretagne. Un Tamoul de 33 ans originaire de Batticaloa a dû quitter la Suisse en avril 2011, sa demande d'asile ayant été rejetée. Suite au refus de la France et de la Grande Bretagne de lui octroyer l'asile, il est revenu au Sri Lanka le 27 février 2012. Il venait de quitter l'aéroport quand il a été tiré dans un petit bus blanc, puis torturé dans un bâtiment situé à proximité. Cet homme également accusé de liens avec les LTTE s'est lui aussi enfui en Grande Bretagne.<sup>182</sup>

**Mise en danger malgré un bas profil.** *Freedom from Torture* (FFT) en arrive à la conclusion que les Tamoul-e-s de retour de l'étranger risquent d'être torturés, s'ils ont eu dans le passé un **lien réel ou présumé avec les LTTE à quelque niveau**

<sup>177</sup> HRW, United Kingdom, Document containing cases of Sri Lankan deportees allegedly tortured on return, le 15 septembre 2012: [www.hrw.org/news/2012/09/15/united-kingdom-document-containing-cases-sri-lankan-deportees-allegedly-tortured-ret](http://www.hrw.org/news/2012/09/15/united-kingdom-document-containing-cases-sri-lankan-deportees-allegedly-tortured-ret); Freedom from Torture, Sri Lankans Tamils tortured on return from the UK, Briefing, le 13 septembre 2012; Tamils against Genocide (TAG), Returnees at Risk, Detention and Torture in Sri Lanka, le 16 septembre 2012: [www.tamilsagainstgenocide.org/Data/Docs/TAG-Report-16-Sep-2012-Returnees-at-Risk.pdf](http://www.tamilsagainstgenocide.org/Data/Docs/TAG-Report-16-Sep-2012-Returnees-at-Risk.pdf); The Age, We live in fear every day, le 24 juillet 2012: [www.theage.com.au/world/we-live-in-fear-every-day-20120723-22koc.html](http://www.theage.com.au/world/we-live-in-fear-every-day-20120723-22koc.html); The Guardian, Tamils deported to Sri Lanka from Britain being tortured victims claim, le 5 juin 2012: [www.guardian.co.uk/uk/2012/jun/05/tamils-deported-sri-lanka-torture](http://www.guardian.co.uk/uk/2012/jun/05/tamils-deported-sri-lanka-torture); Freedom from Torture, Out of the Silence, le 7 novembre 2011; IRB, Information on the treatment of Tamil returnees to Sri Lanka, le 22 août 2011.

<sup>178</sup> Entretiens de l'OSAR avec des représentants des autorités britanniques en charge de l'asile au Sri Lanka, septembre 2012; UK Border Agency (Home Office) Country of Origin Information Report; Sri Lanka, le 7 mars 2012, p. 203ss.: [www.ecoi.net/file\\_upload/90\\_1331280907\\_2012-03-07-ukba-srilka-coi.pdf](http://www.ecoi.net/file_upload/90_1331280907_2012-03-07-ukba-srilka-coi.pdf).

<sup>179</sup> Entretiens de l'OSAR avec des personnes de contact, août et septembre 2012.

<sup>180</sup> The Australian, Tamil man Dayan Anthony questioned recants on torture claims, le 27 juillet 2012: [www.theaustralian.com.au/national-affairs/immigration/tamil-man-dayan-anthony-questioned-recants-on-torture-claims/story-fn9hm1gu-1226436367903](http://www.theaustralian.com.au/national-affairs/immigration/tamil-man-dayan-anthony-questioned-recants-on-torture-claims/story-fn9hm1gu-1226436367903).

<sup>181</sup> Les détails du cas peuvent être donnés sur demande.

<sup>182</sup> HRW, Document containing cases of Sri Lankan deportees allegedly tortured on return, le 15 septembre 2012.

**que ce soit** et s'ils ont pu quitter le pays en sécurité. FFT a documenté 24 cas de personnes torturées suite à un retour volontaire au Sri Lanka. Il s'agit presque exclusivement d'hommes et de femmes de l'ethnie tamoule âgés de 20 à 41 ans. Dans le lot, ils sont au moins douze à avoir été interrogés sur leurs propres activités ou celles d'autres Tamoul-e-s à l'étranger.<sup>183</sup>

**Un séjour à l'étranger peut accroître la menace.** Il est frappant de constater que ces gens n'ont pas été arrêtés avant leur départ à l'étranger en raison de leurs liens réels ou présumés avec les LTTE. Selon une étude de FFT, c'est la combinaison du séjour à l'étranger et de ces prétendus liens à quelque niveau que ce soit qui aboutit à un risque accru de torture.<sup>184</sup> Une ONG tamoule rapporte que les activités politiques d'exilé-e-s tamoul-e-s en Grande Bretagne ont été documentées et photographiées par le personnel de l'ambassade sri lankaise et qu'elles peuvent représenter une menace en cas de retour.<sup>185</sup> En Suisse aussi, les Tamoul-e-s sont pris en photo par des collaborateurs de l'ambassade sri lankaise s'ils participent à des manifestations contre le gouvernement.<sup>186</sup>

Les arrestations n'ont pas forcément lieu tout de suite. Certaines victimes ont été interceptées et torturées plus d'un an après leur retour, alors que d'autres ont été embarquées directement à l'aéroport ou arrêtées dans des hôtels, à des postes de contrôle ou à leur domicile dans les jours, semaines ou mois qui ont suivi.<sup>187</sup>

**Contrôle effectué par les Etats qui renvoient les requérants d'asile.** En cas de retour volontaire de Suisse et de beaucoup d'autres Etats, l'Organisation internationale des migrations (OIM) à Colombo est responsable de l'aide au retour.<sup>188</sup> Elle accueille les gens à l'aéroport et organise leur transport. Les personnes concernées prennent ensuite elles-mêmes contact avec l'OIM. Si elles ne demandent pas de soutien, le contact est perdu. Les prestations prennent fin et le dossier est généralement bouclé au bout de douze mois.<sup>189</sup> En cas de retour forcé, une personne de l'ambassade accompagne en principe l'arrivée à l'aéroport.<sup>190</sup> Le CID est préalablement informé.<sup>191</sup> Les coordonnées de l'ambassade sont remises aux personnes de retour, afin qu'elles puissent s'annoncer en cas de problème.<sup>192</sup> Mais apparemment, il n'est pas certain que ces mesures d'accompagnement prises par les Etats qui renvoient les requérants d'asile puissent garantir à long terme la sécurité des personnes de retour.

<sup>183</sup> Freedom from Torture, Sri Lankans Tamils tortured on return from the UK, le 13 septembre 2012, p.3.

<sup>184</sup> Loc. cit.

<sup>185</sup> Les juges britanniques l'ont reconnu à plusieurs reprises. TAG, Returnees at Risk, le 16 septembre 2012.

<sup>186</sup> Entretien de l'OSAR avec un contact en Suisse, novembre 2012.

<sup>187</sup> Freedom from Torture, Out of the Silence, le 7 novembre 2011, p.7 ; TAG, Returnees at Risk, le 16 septembre 2012.

<sup>188</sup> Les autorités britanniques ont récemment confié à une ONG britannique le soin de soutenir les personnes de retour.

<sup>189</sup> Entretiens de l'OSAR avec des personnes de contact présentes sur place, août et septembre 2012.

<sup>190</sup> Renseignement donné par e-mail par une personne de contact de l'ambassade suisse au Sri Lanka, le 15 novembre 2012. Depuis 2011, la Suisse a renvoyé 16 personnes qui ont refusé les propositions de retour volontaire. D'après l'Office fédéral des Migrations, aucun vol spécial n'a été affrété à cet effet. Renseignement donné par e-mail par l'Office fédéral des Migrations, le 13 novembre 2012.

<sup>191</sup> OSAR, mise à jour, Sri Lanka, le 1<sup>er</sup> décembre 2010, p. 23.

<sup>192</sup> UK Border Agency (Home Office) Country of Origin Information Report; Sri Lanka, le 7 mars 2012, p.207ss.